

Présentation Du Sud au Nord, les femmes sont les véritables créancières de la dette publique

Impacts des politiques de la dette sur la vie des femmes

Je commencerai en disant quelques mots sur la **dette et le genre de façon globale**,

Ensuite nous rentrerons au coeur de cet exposé et analyserons **l'impact spécifique des politiques** de la dette sur les femmes. Nous le ferons via quatre portes d'analyse :

1. nous verrons comment **austérité et PAS** empêchent toute **autonomie économique** des femmes
2. comment en détruisant tout système de **protection sociale et les services publics** ils sapent **l'émancipation collective** des femmes,
3. et comment en **déréglementant le travail**, ils font en sorte que partout les femmes **travaillent plus pour vivre moins bien** (pour au final plus de précarité) `

Enfin nous nous **acheminons vers la conclusion** en **partageant les raisons** qui nous permette d'affirmer que **l'illégitimité** de la dette est encore plus **criante** lorsqu'on est une **femme**.

I. La dette n'est pas neutre au niveau du genre

Bien au contraire, elle constitue un **obstacle colossal à l'égalité** entre les hommes et les femmes à l'échelle mondiale.

Les mesures macroéconomiques qui lui sont associées sont **sexuées** autant dans leurs caractéristiques que dans leurs effets.

Partout, elles s'abattent sur les **salarié-e-s, les retraité-e-s, les chômeurs/euses, les « sans »** de tous ordre (sans logement, sans papier, sans minimum vital,...) pour leur faire **payer** les effets d'une crise profonde dont ils et elles ne sont en rien responsables.

Partout, elles imposent les **pires régressions sociales** aux populations les plus **fragilisées**, les plus **pauvres**, et donc majoritairement aux **femmes**, tout en **épargnant** les responsables de la crise que sont les **institutions financières**. Parmi ces femmes, les **plus vulnérables** (cf. : les mères célibataires, les femmes jeunes, âgées, migrantes, sans emploi, les femmes provenant

d'une minorité ethnique, du milieu rural ou encore ayant été victimes de violences) sont les **plus pressurisées** pour voler au secours des profiteurs de la dette.

Tout comme les **plans d'ajustement structurel** appauvrissent et exténuent les femmes du Sud depuis plus de 30 années, les **plans d'austérité** saignent désormais celles d'Europe. Les mêmes **mécanismes** découlant d'une **même idéologie néolibérale** sont partout à l'œuvre. **Privatisations, libéralisations, restrictions budgétaires** au menu des politiques de la dette sabrent les **droits sociaux** des femmes, accentuent leur **pauvreté**, durcissent et aggravent les **inégalités entre les sexes** et sapent les **acquis féministes**.

Partout, ils impulsent :

- une **féminisation de la pauvreté**¹ et de la **migration subie**,
- une féminisation de la **maladie**,
- une **précarisation de l'emploi féminin**,
- une **augmentation** considérable de la part de leur **travail gratuit**,
- une **restriction** de l'accès des femmes aux **moyens de production**, à la **terre** et aux **cultures locales** et
- ont **réduit** leurs possibilités d'engranger des **gains économiques**.

Force est de constater que les PAS au Sud, rebaptisés « Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté » (CSLP) dans les années '90 tout comme les plans d'austérité au Nord **sanctionnent** - au nom de la dette - **l'autonomisation des femmes**.

En outre, la dette et les régressions qu'elle impose **renforcent le patriarcat**, système millénaire d'oppression et de domination des femmes.

L'**ordre patriarcal** instaure une **division sexuelle du travail** attribuant aux **hommes** le **secteur « productif »** (production de biens et de services ayant une valeur marchande et dès lors, source de revenus) et assignant les **femmes** au secteur dit « **reproductif** », au secteur communément appelé **secteur du CARE** (elles sont les principales **responsables du bien-être de la famille** - assurent l'éducation des enfants, veillent à la santé de la cellule familiale et assument les tâches domestiques).

Cette **organisation sexuée des rapports sociaux** confine les femmes à un **rôle d'éducatrices** et de **productrices de capital humain**. Elles se voient ainsi chargées d'assurer la **reproduction sociale des sociétés humaines** tout en étant bien souvent **exclues de l'accès à un revenu**, ce qui leur interdit de **sortir du cercle vicieux** et de la **pauvreté**.

¹ Alors que les femmes représentent la moitié de l'humanité et fournissent les 2/3 des heures de travail, elles gagnent moins qu'un dixième du revenu mondial et possèdent moins de un centième de la fortune mondiale. J. SEAGER, « *Atlas des femmes dans le monde. La réalité et leurs conditions de vie* », Coll. Atlas du monde, Paris, 2003, p.10.

Non satisfait d'établir une distinction entre « travail d'hommes » et « travail de femmes », le patriarcat assigne un **principe hiérarchique entre les deux** : toute activité émanant du **secteur productif masculinisé** aura plus de valeur **symbolique et marchande** que celle émergeant de la **sphère reproductive impartie au genre féminin**. Plus une société est patriarcale, plus la **division sexuelle du travail y est forte** et ne permet ni aux femmes ni aux hommes de s'écarter des **rôles** et des **secteurs d'activités** qui leur sont socialement attribués de par leur **sexe**.

Grâce notamment aux **luttons féministes**, dans certaines parties du monde, les **contours** de la **division sexuelle du travail** sont heureusement plus **souples** et permettent aux hommes et aux femmes de **gérer plus librement** leurs **activités** individuelles, sociales et économiques.

On comprend mieux désormais pourquoi toute **véritable émancipation des femmes** implique de **lutter contre la dette**, composante essentielle du néolibéralisme, qui, de **concert avec le patriarcat**, **asservit** les femmes et les **empêche** de **jouir de leurs droits les plus fondamentaux**.

Ce cadre étant posé je vous propose de rentrer dans le cœur de cet exposé et de voir

II. Quels impacts pour les femmes des politiques de la dette ?

Avant cela une petite **précision** s'impose : il faut avoir en tête que **chacune** des principales **mesures macroéconomiques** imposées au nom de la dette ont toutes les mêmes **conséquences** sur les femmes des **classes populaires** et ce quels que soient soit leur **pays**, leur **culture**, le niveau de **développement** de leur pays, etc. Seules des **variations** quant à l'**intensité** des **déstructurations sociales** qu'elles génèrent peuvent apparaître.

Premier constat : avec l'austérité et les PAS

1. L'autonomie économique des femmes : une nécessité toujours moins accessible

Du Nord au Sud on assiste à un saccage de l'emploi féminin, une diminution des revenus et une précarisation généralisée de leur travail.

1.a) Partout sous l'effet de la crise de la dette le taux de chômage des femmes augmente

En Europe, si dans sa première phase, la crise a frappé de plein fouet les **secteurs à prédominance masculine** (cf. secteurs bancaires, du bâtiment, de l'industrie automobile et des transports), les secteurs où les **femmes sont majoritaires** (cf. les services aux personnes et aux entreprises – horeca, nettoyage, etc. -, les secteurs financés par les pouvoirs publics ainsi que ceux de la vente et du commerce) sont actuellement **directement et très fortement** touchés.

Cet **impact sexuellement différencié** de la crise sur l'emploi des femmes et des hommes est révélateur de la **prégnance de la segmentation professionnelle** (déjà soulignée plus haut).

Les pertes d'emplois féminins sont essentiellement imputables en Europe

- au non **renouvellement** de contrats à durée **déterminée**,
- à la **perte de pouvoir d'achat** des consommateurs/rices et des utilisateurs/rices de **services assurés** par des **femmes** et
- aux **coupes** budgétaires dans les **services publics** où les femmes sont majoritaires (elles constituent plus des 2/3 des actifs des secteurs de l'éducation, de la santé et de l'aide sociale)

Dans la zone euro (19 pays), depuis le début de la crise, le **chômage** des femmes n'a pas cessé **d'augmenter**. En janvier 2016, il atteint **9,7%** contre **9 %** pour les hommes².

Si ces **écarts** ne paraissent à priori pas refléter une **situation d'extrême inégalité** hommes-femmes, voyons ce qui se passe du côté des **pays les plus touchés par la crise** : à partir de cet angle d'analyse les lignes bougent...

Au premier semestre 2016, en **Grèce** le taux de chômage des femmes atteint **28,6%** contre **20,8%** pour les hommes tandis qu'en **Espagne** pas moins **22,2%** des femmes connaissent le chômage contre **19,1%** pour les hommes.

La situation se dégrade encore fortement lorsqu'on s'intéresse au **chômage des jeunes femmes**.

Ainsi toujours pour le premier semestre 2016, pas moins de **55,9 %** des **femmes grecques de moins de 25 ans** sont sans emploi (**46,6%** pour les **jeunes hommes** – **taux de chômage toutes catégories d'âge et de sexes confondus =24,4 %**). En **Espagne**, **47%** des jeunes femmes partagent cette réalité (**45,2%** pour les **jeunes hommes** – **taux de chômage national toutes catégories d'âge et de sexes confondus =20,4%**). Notons, qu'au **sud de la péninsule italienne**, le pourcentage des **mères sans emploi** atteint pas moins **56,7%**³.

On voit à quel point lorsqu'on **étudie statistiquement un fait socio-économique**, avoir des **lunettes genrées** est indispensable si on veut prendre en compte **ce vit spécifiquement la moitié de la population**.

Dans ce cas précis, **plus** on habite dans un **pays touché par la crise** de la dette, si on est une **femme, jeune de surcroit** (et on pourraient évidemment encore prendre d'autres paramètres d'enquête tels que la nationalité, l'handicap, la situation familiale, le nombre d'enfants, etc.....) **plus on est touché par le chômage**.

² <http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/submitViewTableAction.do>

³ ³ Fondazione studi consulenti del Lavoro, étude mai 2016 extrapolé de l'article <http://www.ilfattoquotidiano.it/premium/articoli/buona-festa-della-mamma-disoccupata/>

Au Sud, beaucoup de femmes perdent leur emploi suite **aux licenciements massifs imposés à la fonction publique** par les Institutions financières internationales (IFI) mais pas uniquement... L'**application** d'autres mesures structurelles des PAS telles que la **dévaluation de la monnaie locale**, le **tout à l'exportation** ou encore la **libéralisation du commerce mondial** que nous analyserons plus loin en **éloignant** les femmes du **monde du travail rémunéré** participent à faire de leur **autonomie économique un mirage** toujours plus **inaccessible**.

Or, comme on sait qu'aujourd'hui comme hier, ce sont les **femmes** qui assument l'essentiel des **frais de nourriture**, de **santé** et de **éducation** de la famille, on mesure combien cette **baisse de leur pouvoir d'achat** affecte les **enfants** et les **personnes à charge** mais également les **femmes les plus pauvres** qui ont tendance à faire passer les **besoins de la famille avant les leurs**. Cela a un impact direct sur leur **santé physique et morale** : elles mangent moins et/ou moins bien, s'abstiennent de soins palliatifs et préventifs, sans parler des privations sur les événements culturels et sociaux. Cette **glissade vers la précarité** les amène souvent à **recourir au crédit** pour pouvoir **assurer les besoins de leur famille et leur survie**. Ce n'est pas un hasard si le **micro-crédit** se développe en Europe, avec pour cible favorite les femmes.

Si les **pertes d'emplois des femmes** sont moins **soudaines**, moins **spectaculaires** et donc moins **visibles** que celles qu'ont connu et connaissent encore les hommes au Nord comme au Sud (pensons ne fut-ce qu'en Belgique aux licenciements collectifs opérés ces dernières années chez Arcelor Mittal, Caterpillar ou encore ING et AXA), elles ne sont certainement pas **moins douloureuses**. De fait, les **conséquences du chômage** sont plus **tragiques** pour les femmes sur le **long terme**. Dans la mesure où elles ont **en moyenne moins d'expérience professionnelle valorisée** que les hommes et que **leurs carrières sont souvent basées sur des emplois à temps partiels** avec des **contrats** (quand ils existent ...) **temporaires** et des **périodes d'interruption**, les femmes sont **plus vulnérables sur le marché du travail** et éprouvent dès lors, **davantage de difficultés à retrouver un emploi**.

En outre, les enquêtes attestent qu'où que l'on soit sur la planète les **hommes** sont toujours considérés comme des **gagne-pains légitimes**. Une **étude de dimension mondiale** réalisée en 2015 révèle que près de **40%** des personnes interrogées estiment qu'en **période de crise** les hommes ont **plus le droit à l'emploi** que les femmes.

Enfin, les **femmes migrantes** au nord comme au Sud travaillant comme domestiques et/ou auxiliaires maternelles subissent de plein fouet la **baisse du pouvoir d'achat** de leurs '**employeurs**'. Comme ces derniers ont de moins en moins les **moyens de s'adjoindre leurs services**, ils sont contraints de les **licencier** ou de diminuer drastiquement **leur temps de travail**. Bien que l'**emploi domestique des travailleuses migrantes** n'est pas pour l'extrême majorité des cas **synonyme de travail décent** mais bien **d'exploitation** sans limite ni scrupule qui **accentue** en outre les **différences** entre les femmes (cf. les femmes ayant des revenus deviennent les employeuses de celles qui n'en ont pas), l'immigration économique de

ces femmes leur permet de trouver une **alternative à la pauvreté** qui ravage leur famille dans leur pays d'origine.

Pour **conclure** cette partie de l'exposé sur le chômage des femmes notons qu'alors que les **effets de la crise de la dette sur l'emploi rémunéré** des femmes sont catastrophiques, ils ont toutes les chances d'être **sous-évalués**. La **réalité** est bien **pire** : de fait, les personnes travaillant à **temps partiel** sont généralement exclues des chiffres officiels du chômage.

A travers le monde en **2016**, les femmes qui représentent **40% de l'emploi total** forment **57%** de la main-d'œuvre **employée temps partiel** ⁴

De fait un **peu moins d'un tiers (32,2%)** des femmes européennes qui ont un emploi travaillent à temps partiel contre **8,8%** pour les hommes⁵ (c'est plus de 3 fois et demi plus que les hommes)

Si on affine les chiffres du temps partiel par pays en Europe, les écarts par sexe sont encore plus frappants : ainsi ici, aux Pays-Bas, plus de trois quarts des femmes actives (76,7 %) travaillent à temps partiel (en 2014) 6 tandis qu'en France en 2015, 8 emplois à temps partiel sur 10 sont occupés par des femmes 7.

Or affirmons-le sans ambiguïté : le **passage** des femmes à un emploi à temps partiel en temps de récession économique n'est souvent pas le **résultat d'un choix personnel** et constitue **l'une des conséquences directes de la crise...** L'**augmentation significative du travail à temps partiel** dans les pays européens **les plus touchés par la crise** de la dette tels que l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Roumanie, l'Irlande, la Hongrie, la Lettonie, et l'Italie⁸ en est **la démonstration directe**.

1.b) Voyons maintenant comment la crise de la dette si elle ne condamne pas directement les femmes au chômage lamène leurs revenus

L'une des **principales variables d'ajustement** du système dette consiste à **réduire salaire et temps de travail** des employé-e-s du **secteur public** composé majoritairement de femmes. **Le contrôle des salaires**, signifiant le plus souvent gel ou diminution franche des rémunérations,

⁴ http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_457268/lang--fr/index.htm

⁵ Christiane Marty, « Vous avez dit chômage des femmes ? », le Monde, 29 décembre 2011. Non références chiffres dette/femmes

⁶ http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Employment_statistics/fr#Taux_d.E2.80.99emploi_.E2.80.93_Diff.C3.A9rences_en_fonction_du_sexe.2C_de_l.E2.80.99.C3.A2ge_et_du_niveau_d.E2.80.99.C3.A9tudes

⁷ http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=o&ref_id=NATCCF03242

⁸ Espagne, Portugal, Grèce, Roumanie, Irlande, Hongrie, Lettonie, Italie

constitue de tout temps une **condition à remplir** pour « bénéficiaire » d'un **prêt** des IFI et de la Troïka.

Ces **diminutions salariales** entraînent un tel **manque à gagner** pour les femmes employées dans le **secteur formel** et plus spécifiquement dans la **fonction publique** qu'afin de joindre les deux bouts, elles doivent le plus souvent prendre au **minimum un second voir un troisième travail** mais cette fois-ci souvent dans le secteur **informel** où règne l'arbitraire et l'exploitation à outrance ou à **alterner**, comme en **Angleterre**, leur **temps de travail** avec celui de leur conjoint : alors que l'un-e travaille de jour, l'autre travaille de nuit pour éviter de devoir allouer une **partie de leurs revenus** à la garde de leurs enfants.

Faisons un **petit focus** sur les **principales mesures structurelles des PAS** qui laminent les revenus des femmes des pays du Sud. Proportionnellement à leur capacité de nuisance pour l'autonomie économique des femmes, nous en avons sélectionné principalement trois :

- La **dévaluation de la monnaie locale**
- Le **tout à l'exportation**
- La **libéralisation du commerce mondial**

La dévaluation d'une monnaie renchérit le **coût des produits importés** comme les aliments, le carburant, les médicaments, etc., alors que les **prix des marchandises produites localement diminuent sur les marchés internationaux**. Cette mesure est supposée générer :

- une **augmentation des exportations** du pays,
- **réduire la consommation des biens importés** pour à terme **compresser le déficit de la balance des paiements** (Cf. équilibre entre les importations et les exportations) et
- ainsi **permettre** aux pays qui l'applique **d'avoir suffisamment de liquidités** pour pouvoir « **honoré** » sa **dette** externe.

La **dévaluation** et l'**inflation** qui généralement l'accompagne en faisant connaître aux **produits de base essentiels** une **forte augmentation** les rendent du jour au lendemain **inaccessibles** pour les femmes qui voient leur **capacité à assurer la survie** de la famille instantanément **anéantie**.

La **fin de la subsidiation des produits de base** (dont l'alimentation et le pétrole dans de nombreux pays du Sud) très **souvent imposée comme conditionnalité** aux PAS contribue à ce **renchérissement des prix des produits de première nécessité** tels que les céréales le sucre ou l'huile. Cette **mesure** a fait éclater de **nombreuses émeutes de la faim** au Sud.

La **diminution du pouvoir d'achat des femmes** consécutives à toutes ces politiques de la dette les astreint à réaliser des **changements spectaculaires dans le régime nutritionnel de la famille**, changements susceptibles à terme d'en menacer la **sécurité alimentaire**.

Confrontées à une **précarité grandissante**, les familles, et le plus souvent les femmes, sont **contraintes d'établir des priorités cornéliennes** entre des **dépenses** recouvrant les **besoins de base** : quelle soustraction opérer ? Réduire la part allouée à l'alimentation ou réduire les dépenses pour les soins de santé, l'éducation, le loyer, l'habillement, etc. ?

Les **effets inflationnistes de la dévaluation** affectent comme on vient de le voir les **capacités de consommation** MAIS également de **production** des femmes.

Prenons comme exemple la situation des femmes agricultrices :

*Bien souvent les **rendements agricoles** dépendent fortement de l'**importation d'intrants** dont les **prix augmentent en cas de dévaluation**. Or, les **productrices rurales** ont rarement les **moyens de payer ce surcoût**. Elles deviennent dès lors **incapables d'assurer leur production**.*

Notons enfin que l'**inflation consécutive à la dévaluation** a également un **impact négatif** sur les **petits revendeurs/euses**, secteur où les femmes sont **très présentes** dans bien des pays.

*Ainsi au **Sénégal** avant la dévaluation du franc CFA en 1994, les femmes arrivaient à vendre sur les marchés en **un jour un sac de 50 kg** de vêtements usagés coûtant **15 000 FCFA**. Aujourd'hui, la même quantité de vêtements coute **75 000 FCFA** et se vend **en 2 semaines** !*

Le tout à l'exportation constitue une seconde mesure structurelle des PAS qui appauvrit fortement les femmes et plus spécifiquement les femmes rurales.

En **contrepartie d'un prêt**, cette « politique » **impose** aux pays du Sud de **développer** au maximum leurs **exportations**, principalement de **matières premières et de produits agricoles** afin de se procurer les **devises nécessaires au remboursement de la dette publique**. Si cette **mesure** et ses conséquences pour les femmes est jusqu'à présente plus **présente au Sud**, il n'est **nullement improbable** que la **Troïka** veuille à **terme l'appliquer aux pays européens** les plus touchés par la **crise de la dette** afin qu'ils **honorent** monnaie sonnante et trébuchante leurs créanciers.

Ce type de politique conduit des régions entières à **produire pour le marché international** ce **qu'elles ne consomment pas** et à **consommer** à l'échelle locale **ce qu'elles ne produisent pas**.

Selon la **division sexuelle du travail** en milieu rural dans de nombreux pays du Sud, les **femmes** ont en charge les **activités agricoles de subsistance** (destinées à la production d'aliments, appelées cultures vivrières) qui rapportent très **peu de liquidités** tandis que les **hommes** travaillent généralement dans les **cultures destinées à l'exportation** (nommées cultures de rente qui, elles, fournissent des ressources monétaires).

L'**augmentation de ces cultures** exigée par les PAS nécessite **plus de main d'œuvre** pour les **cultiver** et plus **d'espace pour la production** : les femmes ont dès lors du - en **plus** de leur travail sur les **cultures vivrières** et dans le **domaine « reproductif »** - **travailler dans les**

champs de leurs maris, ce qui s'accompagne inévitablement d'une **augmentation** non négligeable de leur **charge de travail**.

Progressivement les **cultures d'exportations** ont remplacé les **cultures vivrières** qui durent se retirer sur des **terrains marginaux**. Les femmes furent contraintes de **cultiver des terres vivrières** toujours **plus éloignées** et **moins fertiles** ce qui **accentua leur charge de travail** et les **exposa à certains risques** (cf. violences sur les routes, infractions par manque d'informations lorsqu'elles tombent sur des zones de pâturage, ...).

Leur **production** en est **pénalisée**. Certaines femmes doivent carrément **abandonner** leur **activité agricole** pour **trouver d'autres moyens de survie**. Elles vont alors bien souvent gonfler les **rangs des exilé-e-s ruraux/ales** ainsi que ceux des **travailleurs/euses de l'informel**.

Cette **diminution de la production vivrière combinée** à la **baisse du pouvoir d'achat** des femmes augmente la **malnutrition**, surtout des enfants et plus particulièrement des filles, en **zones rurales**.

En Inde par exemple, la destruction de la production vivrière couplée à une inflation des prix des aliments de base et au démantèlement du système public et subventionné de distribution de nourriture met en péril la sécurité alimentaire de millions de personnes. Comme ce sont traditionnellement les femmes qui gèrent le budget de la famille et préparent les aliments, elles mangent moins... parce qu'elles mangent ce qui reste, compte tenu de la distribution des rôles au sein des familles⁹.

Soulignons que les femmes ne détiennent que **2 % des terres** de tous les pays ! Et pourtant, en Afrique par exemple, **75 % des travaux agricoles** sont accomplis par les **femmes** tandis qu'elles produisent **70 % de la nourriture**. Mais pour des **raisons juridiques**, elles ne peuvent **ni acheter la terre, ni la vendre ni en hériter**. Aux hommes la **terre**, aux **femmes** le **travail**.

Les **institutions financières** renforcent les **discriminations sur l'accès au crédit** : on accorde aux femmes moins de **1/10ème des crédits alloués aux petits paysans** sur le **continent africain** et juste **1/100ème** de l'ensemble des **crédits agricoles**¹⁰. Cet **accès très limité au crédit, aux moyens de productions** et à **la terre** constitue une entrave supplémentaire à la **production** des femmes et les éloigne toujours un peu plus de toute perspective d'atteindre un **l'autonomie économique**. Tout cela contribue à faire en sorte que **les femmes représentent 70 % des pauvres dans le monde**.

⁹ MARCHE MONDIALE DES FEMMES, « Pour le FMI et la Banque mondiale, 2000 raisons de changer de cap ! », p.10, <http://users.skynet.be/cadtm/pages/francais/marchemondiale.htm>

¹⁰ C. MARTY, J.C CLAUDE, E. ROCHEDEREUX, « *Problématique* genre et mondialisation », ATTAC, France, 2002. <http://www.france.attac.org/spip.php?article180>

Enfin, la libéralisation du commerce mondial constitue le dernier volet de cette trilogie infernale de PAS qui **broie revenus** et **pouvoir d'achat** des femmes.

Quel est l'**objectif** de cette « politique » ?

L'**ouverture** des économies par la **suppression des barrières douanières** devait impulser **compétitivité** et **rendement**. Or, elle n'est parvenue qu'à instaurer une **concurrence déloyale durable au détriment des pays du Sud**.

De fait, grâce à la libéralisation des marchés, les **productions étrangères**, généralement subventionnées – provenant souvent du secteur de l'agro-alimentaire ou de l'industrie légère –, ont pu désormais **arriver sans entrave sur les marchés locaux du Sud** et se **vendre à un prix bien moindre** que ceux pratiqués **localement**. Les femmes de ces pays, souvent **cantonnées** dans des **petites unités de production informelle**, ne surent résister à la **concurrence** de plus en plus grande de ces **produits importés**. Dès lors, petit à petit, **activités** et **postes de travail** pour les femmes du Sud disparaissent tout comme la **vente des surplus des productions vivrières** (principale source de liquidité pour de nombreux foyers).

Ainsi, la **libéralisation du commerce mondial** est bien plus **synonyme** de disparition de **revenus** pour les femmes et de **destruction de l'économie locale** que de **croissance économique** tel que le laissent croire les beaux discours des IFI.

Depuis que la Tanzanie a ouvert ses portes aux importations en 1984, plus de 90% des filatures du pays, qui employaient surtout des femmes, ont fermé. Tandis qu'au Zimbabwe, plus de 8 000 employés du textile sont au chômage parce que les sociétés de ce pays ne peuvent faire face aux importations taïwanaises à bas prix.

Nous ne pourrions **clôre** ce paragraphe analysant l'**éventail des politiques de la dette** ayant contribué à **diminuer les revenus** des femmes sans considérer la situation des **femmes âgées**.

Si malheureusement très **peu** d'entre elles sont **titulaires d'une pension** dans les pays du **Sud**, en Europe sous l'**effet de l'austérité généralisée**, la **précarité** des retraitées est sans cesse **accentuée**. Toujours plus de **femmes âgées** vivent l'enfer d'une **vieillesse démunie** alors qu'elles ont travaillé toute leur vie.

Les **retraitées** européennes deviennent ainsi l'**un des groupes** les plus exposés au **risque de pauvreté**.

¹¹ Third World Economics, « Local Manufacturers in Africa lose out under liberalization », n° 117, 16-31 juillet 1995.

En 2015, pas moins de 16 %¹² d'entre elles contre 11,8% pour les hommes pensionnés vivent sous le seuil de pauvreté en Union européenne (comprenant 28 pays)¹³.

Non seulement le montant des pensions diminue mais l'âge de la retraite pour les femmes est simultanément **retardée**.

En **Autriche**, depuis 2014, les femmes, au lieu d'arrêter de travailler à 57 ans doivent attendre leurs 60 ans

De manière similaire, en **Italie**, depuis 2012, les femmes doivent continuer à trimer jusqu'à leurs 66 ans avant de pouvoir toucher leur retraite !¹⁴.

Notons qu'à cause de la **généralisation du travail partiel** (or, qui dit travail partiel, dit retraite partielle !), les **retraites féminines** sont largement **inférieures** à celles des hommes.

En **France** les femmes retraitées touchent une pension **inférieur de 40%** à celles des hommes tandis qu'en **Pologne**, les femmes perçoivent une **retraite moins élevée que le salaire minimum** déjà extrêmement faible.

L'ensemble des impacts de l'austérité et aux PAS sur les revenus des femmes que nous venons d'observer à une conséquence sans appel : **l'écart salarial entre les sexes augmente partout sur la planète.**

Selon les dernières **estimations de l'OIT** (2016), les **femmes à l'échelle mondiale** gagneraient en moyenne 77% du salaire masculin¹⁵.

Les **femmes de l'Union européenne** perçoivent en moyenne un **salaire horaire inférieur** d'environ 16% à celui des hommes. Il existe d'importantes **disparités salariales** selon les pays.

En **Belgique** cet **écart salarial horaire** est de 10%, en **Hongrie** et **France** de 15%, en **Allemagne** de 21,6 % et il va jusqu'à culminer à 28% en **Estonie**¹⁶.

¹² European Parliament, « *Opinion draft on an agenda for adequate, safe and sustainable pensions* », 19 décembre 2012

¹³ <http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/submitViewTableAction.do>

¹⁴ <http://www.ilsole24ore.com/art/notizie/2015-01-20/cosa-prevede-riforma-fornero-164237.shtml?uuid=ABFbuxgC>

¹⁵ OIT (2016), *Les Femmes au Travail, Tendances 2016*, http://www.ilo.org/gender/Informationresources/Publications/WCMS_457537/lang-fr/index.htm

¹⁶ http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Wages_and_labour_costs/fr

Notons que ces écarts de rémunérations hommes-femmes données par eurostat et d'autres sites officiels de l'Union européenne se basent sur des différences horaires et non sur une base annuelle de rémunération qui elle permet de prendre en compte le travail à temps partiel, les interruptions de carrières, les périodes chômées, les congés de maladie et de maternité sur toute une année, ...

Ainsi sur base annuelle les chiffres changent et pas de façon marginale : l'écart salarial en Belgique en 2016 atteint 20% ce qui est tout juste le double des chiffres transmis sur une base horaire, en Hollande au lieu d'être de 17, 9% il atteint 42,4 % (2011) tandis qu'en Angleterre au lieu d'être estimé à 19, 7% il monte jusqu'à 36, 2 % (2013) 17.

1.c) Enfin, nous en arrivons à la 3ème conséquence de la crise de la dette sur le travail rémunéré des femmes Partout, elle accentue le phénomène de précarisation de l'emploi féminin

Où que l'on vive, la **baisse des revenus du ménage** générée par la récession pousse les **gens des classes populaires** à accepter des **emplois** qui se situent largement en **deçà de leurs qualifications professionnelles** et/ou de leur **niveau d'étude** avec un **niveau de pénibilité** s'accroissant (travail à pauses, de nuit, coupé, avec déplacements non pris en compte – comme a titre d'exemple dans le secteur des titres-services, des accueillantes d'enfants, ...).

Ce phénomène est **particulièrement vrai** pour les femmes (et plus spécifiquement encore pour les mères) qui ont **plus de difficultés** que les hommes à **accepter des emplois** qui ne leur permettent pas de **concilier vie professionnelle et responsabilités familiales** (ex. travail éloigné de leur domicile, difficilement accessible et/ou dont les horaires ne sont pas compatibles avec ceux des structures scolaires et parascolaires lorsqu'elles existent et sont accessibles).

Ainsi, encore plus aujourd'hui qu'hier, du Sud au Nord, les femmes sont majoritaires dans les **emplois précaires** (cf. les temps partiels, les contrats à durée déterminée – CDD-, le travail intérimaire, informel, à la demande, ect.)¹⁸. Non seulement ce sont précisément **ces emplois-là** qui sont les **premiers supprimés en cas de licenciement** mais en plus, ils ne **permettent pas** ou peu aux **travailleuses** d'accéder à la **protection** qu'offrent la **législation du travail** et la **sécurité sociale**.

¹⁷ http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_457317.pdf

¹⁸ En Europe occidentale, entre un quart et un tiers de la main-d'œuvre travaille actuellement dans le cadre de contrats provisoires et/ou à temps partiels, en particulier au Royaume-Uni, en Hollande, en Espagne et en Italie. W. Harcourt, « *L'impact de la crise financière sur les femmes d'Europe occidentale* », Awid, mars 2010, p. 8-9.

Bien souvent, les travailleuses précaires sont privées de protection durant la grossesse ou de congé de maternité et d'autres formes majeures de protection sociale.

Second constat : avec l'austérité et les PAS tout système de protection sociale vole en éclat : quelles conséquences pour le quotidien des femmes ?

2. Les femmes au cœur de la destruction de la protection sociale

Au vu de la **très faible survivance de toute protection sociale** au Sud, systématiquement **détruite** depuis plus de 30 ans par les PAS, nous nous concentrerons quasi exclusivement dans ce paragraphe sur les **attaques qu'elle connaît en Europe**.

Sur le « vieux continent », **au nom des économies à réaliser** pour gérer la « crise de la dette », les **budgets de protection sociale** subissent des **restrictions** draconiennes. Diminutions :

- des **allocations de chômage**,
- des **allocations sociales**,
- des **aides aux familles**,
- des **allocations de maternité**,
- des **prestations aux personnes dépendantes**, etc.

Ces coupes **affectent particulièrement** les femmes dans la mesure où, parce qu'elles assument encore le **rôle de responsables principales** de la famille et sont plus **précaires** financièrement, elles sont **plus dépendantes des allocations** sociales que les hommes.

Les groupes les plus vulnérables sont les **mères célibataires**, les femmes âgées et les **migrantes**.

La casse de la protection sociale générée par l'austérité est synonyme de 2 phénomènes d'importance pour les femmes et leur autonomie :

Elle génère une réduction significative des politiques familiales des États et des programmes instaurant l'égalité des genres

Ce constat est particulièrement criant dans deux domaines :

2.a) Voyons dans un premier temps comment les mesures d'austérité enrayent les politiques familiales des États

Au lieu de vous présenter des développements théoriques, quelques **exemples très concrets** sont assez parlants :

- Le gouvernement roumain a réduit :
 - les **allocations familiales** et
 - celles du **congé de maternité** ainsi que les

- les **allocations pour les familles monoparentales** (plus de 90% de ces familles sont composées d'une femme seule et de ses enfants) et
 - les **prestations d'aide aux personnes handicapées**¹⁹ ;
- En Angleterre :
 - la **subvention de bonne santé pendant la grossesse**,
 - les **allocations familiales**,
 - les **crédits d'impôts** liés à la naissance d'un enfant ainsi que
 - l'**aide au logement** ont tous été **restreints ou gelés**.

Suite à toutes ces mesures, les **mères célibataires** perdent pas moins de **18 %** de leurs revenus nets selon une étude du syndicat anglais TUC ²⁰ ;

- En Allemagne,
 - les allocations de **maternité** et du **congé parental** ont été **diminuées**,
 - les allocations de **chômage** connaissent des **coupes importantes** tandis que
 - l'**allocation parentale de 300 euros** pour les **chômeurs/euses de longue durée** a tout simplement été **supprimée**.

Alors que les femmes sont souvent **désavantagées** en termes **d'accès** et de **niveau** des **allocations de chômage** (en Allemagne, en 2010, sur les **47 %** de femmes qui **sont au chômage** seulement **28 % touchent** des allocations de chômage²¹), les politiques d'austérité prévoient encore de les **diminuer**, de rendre leurs **critères d'éligibilité** encore **plus stricts** ou encore **d'écourter la durée d'indemnisation** (cf. Le Danemark a réduit de moitié - de 4 à 2 ans - la durée des allocations de chômage²²).

Ainsi, en **Belgique**, après la **réforme Di Rupo** qui prévoyait une **dégressivité accrue** des **allocations de chômage**, la **fin de l'indemnité à vie** et le **durcissement de la Politique d'accompagnement des chômeurs**, le nouveau gouvernement de droite **MR-NVA** a mis en place une **véritable chasse aux chômeurs**.

¹⁹ Confédération européenne des syndicats – CES, *Op. Cit.*, p. 12

²⁰ *Op. Cit.*, p. 13

²¹ M. Jespen, European Trade Union Institute (ETUI), « *Aspects contemporains de la crise au féminin* », intervention durant le Séminaire *Le nerf de la guerre...des sexes. Rapports sociaux et argent* organisé par L'Université des femmes, Bruxelles, 16 décembre 2010.

Ajoutons en outre que les systèmes de protection sociale continuent d'être construits sur le concept d'une carrière ininterrompue au cours d'une vie professionnelle allant de 40 à 45 ans, ce qui correspond rarement au cycle de la vie professionnelle des femmes.

²² M. Jespen, *Op. Cit.*

Ces mesures restrictives touchent particulièrement les femmes : elles composent 61% des personnes exclues du chômage en 2016²³.

2.b) l'affaiblissement des programmes instaurant l'égalité des genres constitue une seconde attaque de la protection sociale ayant beaucoup d'impacts pour les femmes et leur autonomie

2.b.1. Les politiques publiques d'égalité des genres

Alors que les **mesures de promotion de l'égalité des sexes** ne doivent pas être un « luxe » réservé uniquement aux **périodes de croissance économique**, on constate très clairement que la **crise de la dette** entraîne une diminution autant de **l'attention des politiques** que des **financements** pour les **mécanismes d'égalité des genres** et la **mise en pratique des lois** la garantissant.

En Espagne, le Ministère pour l'égalité a été purement et simplement supprimé et absorbé par le ministère de la Santé en 2010 tandis qu'en Italie, le budget des politiques familiales est passé de 185,3 à 19,8 millions d'euros entre 2011 et 2013 (une diminution de 89%)²⁴.

Or, l'importance de l'**existence de telles politiques** est particulièrement **criante en période de récession**.

A cause des mesures d'austérité, les **services de soins** pour les **enfants et personnes à charge** deviennent de moins en moins **abordables, adéquats, accessibles** et leur **qualité se dégrade**.

Or, de **bons services de soins** sont la garantie pour les femmes :

- d'un **meilleur équilibre** entre **temps de vie professionnel et privé**, entre travail productif et travail reproductif,
- ils **facilitent leur participation au marché de l'emploi** et
- **stimulent l'égalité des sexes**.

En outre, des **services publics de qualité** jouent un rôle positif dans le **développement des enfants**.

Ce **déclin des services de soins** a déjà **obligé** nombre de femmes européennes soit

²³ <http://www.lesoir.be/1126644/article/actualite/belgique/politique/2016-02-19/25000-personnes-exclues-du-chomage-ce-n-est-qu-un-debut-craint-nollet>

²⁴ Malfer L.& autres, Family audit : la certificazione familiare aziendale, Franco Angeli, 2014

- à **diminuer leurs heures de travail** rémunérées et dès lors, à basculer dans le travail **partiel**, soit à carrément
- **abandonner** le marché de l'emploi.

=) On constate à quel point les **mesures d'austérité** mettent ainsi en **danger** :

- les **acquis des combats féministes** et
- renforcent les **stéréotypes** existants de l'homme gagne-pain et de la femme au foyer.

3.b.2) Les associations de femmes ne sont évidemment pas en reste de ce saccage de tout système de solidarité public

Partout en Europe, alors qu'elles ont contribué à des changements significatifs en faveur des femmes et indirectement au bien-être général, ces associations doivent faire face à ↘ de leurs subventions autant publiques que privées.

*En Catalogne, les Maisons et associations de promotion des femmes ont vu leurs **subsidés diminuer de moitié** tandis qu'en France, en 2011, se **fermait le dernier centre d'hébergement parisien qui accueillait les femmes en difficultés** !*

=) En conclusion, on peut sans crainte affirmer que la **dette** détériore en spirale **toute politique et processus** menant à **l'émancipation des femmes** .

*Une **3ème mesure phare** des politiques de la dette vise rien de moins que la **destruction du service public**.*

*Quel est son **impact** pour les femmes et leur autonomie ?*

3. De l'État social à la « Mère sociale »

Ce **saccage de l'État social** (aboutissement de luttes populaires fortes) touche en premier lieu et **triple**ment les femmes. Pourquoi ?

- Étant **majoritaires dans la fonction publique**²⁵, elles sont les premières victimes des politiques de **licenciements massifs** imposées par les IFI et la **Troïka** ;

²⁵ En Europe, les femmes représentent 78% de la force de travail des services sociaux et de santé et 60% des enseignant-e-s des secteurs primaires et secondaires. Voir Oxfam International/ European Women's Lobby, *Op. Cit.*, p 24-25

- Les femmes sont également les **usagères majoritaires** des **services publics**.

Leur **participation au marché du travail** dépend de **services à l'enfance accessibles**, elles ont **plus recours** aux services de **santé** pour elles-mêmes (cf. soins gynécologiques, liés à la grossesse, à la maternité mais aussi à un temps de vie plus long, ...) ou pour leurs proches, elles utilisent plus les **transports publics**, etc.

Des **services collectifs** de **qualité**, en **nombre suffisant** et **abordables financièrement** constituent des **leviers incontournables** de **l'égalité des sexes**, de **l'autonomie financière** des femmes et à terme, de leur **émancipation**;

- Enfin, ce sont elles qui doivent, via une **augmentation de leur travail non rémunéré et invisible**, assurer les **tâches** de **soins** et d'**éducation** délaissées par la fonction publique

=) On assiste ainsi à une véritable **substitution** des rôles et des responsabilités **essentiels** de l'**État** vers le **privé** et donc principalement vers les **femmes**, les empêchant de participer pleinement à **toutes les sphères de la vie**.

Au nom de la dette publique, une **translation** a ainsi lieu : du **concept d'« État social »** on passe à celui de **« Mère sociale »**. Et ce **gratuitement**, pour **réduire les dépenses**, **rembourser les banquiers** et **payer la dette** : elle n'est pas belle la crise ?

Dans les pays du Sud, cette **exacerbation du travail gratuit des femmes** a été et continue à être poussée à son **paroxysme** par les **vagues massives de privatisations des entreprises publiques imposées par les IFI**.

Comme **conditionnalité aux prêts**, les entreprises publiques des pays endettés sont **vendues à prix bradés**. Les sommes récoltées par ces privatisations forcées ²⁶ sont en toute priorité bien évidemment destinées au remboursement de la dette.

Pour les **populations**, ces privatisations sont **synonymes**

- d'une **raréfaction** des services **publics de base** (cf. eau, assainissement, télécommunications, électricité, éducation, soins de santé, ...),
- d'une **augmentation** de leurs **tarifs** et, par voie de fait,
- d'une forte **diminution** de leur **accessibilité** pour les personnes **pauvres** et habitant en **zones rurales**.

Pour les **femmes des Sud**, ce **lynchage** des **services publics** qui les oblige à sans cesse **augmenter leur efforts** pour **fournir** l'eau, la nourriture, l'électricité et un logement décent à leur famille, pour **s'occuper des enfants** qui n'ont plus de **crèches** ou des **malades** qui n'ont plus accès à des **soins** a des conséquences sans appel : épuisées physiquement et mentalement, elles ne peuvent plus **poursuivre leurs études**, **améliorer** leurs **compétences** ni s'impliquer dans des **carrières productives**.

²⁶ Une étude de la Banque mondiale montrait en 1992, que 3 prêts sur 4 étaient conditionnés à des privatisations d'entreprises publiques.

Pour illustrer les effets de la liquidation des services publics sur les conditions de vie des femmes prenons l'exemple de la *privatisation de l'eau* imposée à de nombreux pays sous ajustement contre des prêts

En obligeant les populations à se *déplacer* vers des **puits publics**, la privatisation de l'eau a *augmenté la charge de travail des femmes* puisque, selon la **division sexuelle du travail**, ce sont elles qui sont *responsables d'alimenter la famille en eau*.

La **généralisation de ce phénomène** amène les féministes africaines à dénoncer le fait que « la tête des femmes est désormais devenu le tuyau de raccordement de la famille ».

La **tâche de puisage de l'eau** est une des raisons pour lesquelles les jeunes filles arrêtent souvent d'aller à l'école. Ce travail de puisage *infériorise* les femmes et les jeunes filles. De plus, il les **empêche de s'instruire, dégrade leur santé** (les charges portées généralement sur la tête sont lourdes et génèrent bien souvent des douleurs de dos et de nuque) et accentue leur **exposition à des violences et viols** qui surviennent souvent aux environs des puits.

En Europe, la **privatisation massive d'entreprises et de biens publics** constitue l'une des **ambitions fondamentale** de la Troïka.

Sans **changement de politique majeur**, cette **absorption de l'État** par des **intérêts privés** fera (et fait déjà) connaître aux femmes d'Europe le **même calvaire** qu'à leurs consœurs du Sud.

De fait, ne nous leurrions pas : si çà et là les **temporalités varient**, des **politiques identiques** produisent, où que l'on vive, des **effets similaires**.

3.a) Analyse des conséquences pour les femmes de la réduction des budgets de la santé

La **privatisation** ou la **fermeture des services de santé** non seulement prive les femmes de leur **emploi** puisqu'elles sont travailleuses majoritaires dans ce secteur mais implique également pour beaucoup d'entre elles de devoir désormais en plus **assumer elles-mêmes les soins** des personnes malades et âgées de la famille.

En Grèce, beaucoup d'hôpitaux ont été **fermés** ou ont **fusionnés**²⁷, et dans ceux qui continuent leurs activités règne un tel **manque de personnel et de matériel médical** que de **nombreux services** sont dans l'incapacité d'assurer les **besoins médicaux de tou-te-s les patient-e-s**. Une partie d'entre eux/elles n'a pas **d'autre choix** que de **se replier sur la cellule familiale** pour obtenir **soins et assistance**.

²⁷ A l'un des ateliers consacré à la construction et à la défense d'alternatives en matière de politique de santé du Forum Social de Tunis - mars 2015, Sofia Tzitzikou militante Syriza déclare que sur les 137 hôpitaux grecs, 54 soit plus du tiers ont été fermés.

=) Une fois de plus, on constate qu'il y a **transfert du coût des soins** des personnes malades du **secteur public** vers l'**espace privé** générant une **augmentation** du travail féminin **non rémunéré** !

L'obligation de **payer** des soins jusqu'alors **subventionnés** empêche les femmes **précaires** d'y accéder au point où en RDC circule l'expression : « *Mieux vaut acheter un linceul que d'aller à l'hôpital, ça coûte moins cher !* »²⁸.

Ces femmes victimes des politiques de la dette, se voient ainsi **exclues des soins de santé les plus élémentaires** tels que les **services prénataux** et de **maternité**. Or, ce sont généralement les **femmes surchargées de travail** et **sous-alimentées** - donc appartenant aux **foyers les plus pauvres** parfaitement incapables de payer les frais - qui sont les plus exposées aux **risques d'accouchements compliqués**. Ces femmes vont dès lors accoucher chez **elles** sans **aucun secours médical**.

L'absence de **soins prénataux** et de **maternité** génère une augmentation de la **morbidité**²⁹ et de la **mortalité maternelle** alors que beaucoup de ces **décès seraient faciles à éviter**. Ce qui rend les femmes malades, c'est la pauvreté et la lutte constante pour en sortir.

*Yvonne Ngoyi de l'association congolaise UFDH membre du CADTM témoigne : « En RDC parce qu'on cherche à satisfaire le FMI et la Banque mondiale, si une **future mère** n'est pas en mesure de payer les **soins pour l'accouchement**, on la laissera **mourir avec son enfant** aux portes de l'hôpital ou on la **gardera en otage** au sein des maternités jusqu'à ce qu'elle puisse payer les soins gynécologiques ! La RDC occupe **la sinistre troisième place** des pays les plus touchés par la **mortalité infantile et maternelle** de par le monde. **Énormément de femmes y perdent la vie en voulant la donner...** »³⁰ »*

L'introduction du **paiement de droits d'usagers** et la **commercialisation des soins de santé** a également **diminué la qualité des soins donnés**.

*En Ouganda, les familles doivent **payer des droits d'usagers** mais aussi pour les **prescriptions médicales** et autres **services**. Ils doivent en plus **fournir** les médicaments, les kits d'opération, les draps et tous les biens nécessaires aux soins de leurs proches ainsi que des **bakchichs** aux soignant-e-s.*

²⁸ Yvonne Ngoyi, « *Impacts de la dette sur la vie des femmes africaines* », Forum des luttes féministes africaines », Kaolack/Sénégal, 4 février 2011.

²⁹ La morbidité recouvre l'ensemble des causes qui peuvent produire une maladie. Le taux de morbidité est le rapport qui mesure l'incidence et la prévalence d'une certaine maladie, en épidémiologie. Ce taux indique le nombre de personnes atteintes par cette maladie par unité de population.

³⁰ Yvonne Ngoyi, Op. Cit.

Les **dommages causés** de par le monde aux **droits sexuels et reproductifs** des femmes résultent également en grande partie des **politiques de la dette**.

Alors qu'ils permettent aux femmes **d'exercer un contrôle** sur leurs propres **corps** et dès lors, sur leur **vie**, austérité et PAS **diminuent les financements** des structures permettant de les **garantir**.

Or, ce **secteur spécifique** de la **santé publique** est tout à fait **fondamental** pour la **promotion effective de l'égalité des sexes**.

Partout, dans les pays du Sud comme en Europe, toujours **moins de subsides publics** sont attribués à la **prévention du VIH**, aux **IVG**, aux **plannings familiaux**, aux **services de santé pré et post-natals** et aux **soins de santé préventif des femmes**.

Les **maternités** et **centres de gynécologie** sont généralement les premiers services hospitaliers à être **supprimés** au nom des économies à réaliser pour rembourser la dette.

En France, durant la dernière décennie, pas moins de 20% des maternités françaises ont été fermées³¹. En Grèce, avant l'arrivée de Syriza au pouvoir, la Troïka avait obligé les femmes à verser 1000 € pour mettre au monde leurs enfants³²

Relevons également que dans les pays où elle a été conquise **de hautes luttes**, l'autodétermination reproductive **des femmes est sans cesse** attaquée.

³¹ « Ces maternités qui doivent s'améliorer... ou fermer », [Guillaume Guichard](http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/01/22/20002-20150122ARTFIG00465-ces-maternites-qui-doivent-s-ameliorer8230-ou-fermer.php), 22/01/2015, Le Figaro, <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/01/22/20002-20150122ARTFIG00465-ces-maternites-qui-doivent-s-ameliorer8230-ou-fermer.php>

³² <http://www.gaucherepublicaine.org/international/temoignages-sur-la-situation-sanitaire-en-grece-aujourd'hui/7396365>

Loin d'être généralisé de par le monde, le droit à l'avortement est toujours fragile.

*En Espagne, en 2014 et en Pologne cette année il a bien failli ne **plus exister**. Sans les **manifestations massives de rue** et la **solidarité internationale**, les femmes de ces pays ne pourraient plus pratiquer l'IVG.*

Cependant si le droit à l'avortement est **légalement reconnu** bien souvent son **application réelle** est loin d'être **garantie**. En effet, parallèlement aux **pressions des lobby politico-religieux**, des contraintes purement **pragmatiques** telles que

- des **difficultés d'accès** aux services et centres d'IVG,
- des **délais d'attente** trop longs,
- un **manque de médecins spécialisés** et
- un **défaut manifeste d'information**

empêchent de nombreuses femmes de **recourir pratiquement** à l'avortement.

En outre, dans de nombreux pays qui **reconnaissent le droit à l'IVG**, se développent de véritables **stratégies** visant à **l'enfreindre** au maximum.

*Ainsi, en Suisse plane la menace d'un avortement désormais **payant** ; au Portugal, des centres de santé refusent de fournir la **pilule du lendemain** tandis que dans un nombre toujours croissant d'États, on impose aux femmes désireuses de se faire avorter toute **une série de procédures** telles que l'obligation d'obtenir **l'autorisation des parents** pour les mineures (Catalogne) ou encore le passage devant une « **institution de conseil** » tenue généralement par des **religieux/euses** (Roumanie). On imagine bien quel type de discours **culpabilisateur, moralisateur** et jouant sur **l'émotionnel** les femmes entendent en de tels lieux...*

Ainsi, en **entravant** (lorsqu'ils existent) les **droits sexuels et reproductifs des femmes**, la **dette** n'annihile pas seulement la liberté des femmes de choisir **quel type de vie elles veulent mener** et à **quel moment** mais elle **renforce** simultanément des **courants de pensées réactionnaires** pour lesquels les femmes sont avant tout des **mères** et de préférence des **mères au foyer**.

Lorsqu'on prend en **considération l'ensemble des préjudices causés par le « système dette »** sur **la santé publique** et par extension sur celle des femmes, une conclusion s'impose : avec l'application des PAS et de l'austérité, **la santé** n'est plus considérée comme un **droit humain fondamental** mais comme une **marchandise** qu'il faut acheter sur le marché.

Toute **notion d'assistance** et de **service public accessible à tou-te-s** indépendamment de ses revenus et/ou de sa position sociale a été **évincée**. Seule la logique du **profit privé** prédomine désormais.

3.b) Analyse des conséquences pour les femmes des coupes dans le budget de l'enseignement

Un **enseignement de qualité et accessible** à tous et toutes n'est absolument pas un **enjeu** d'importance pour les **institutions du « système dette »**. Au contraire depuis plus de 30 ans, elles s'appliquent à **détruire toute prise en charge publique, collective et égalitaire de l'éducation des enfants**.

Pratiquement partout sur la planète, les investissements dans le domaine de l'éducation diminuent : tandis que 19 États européens ont réduit leurs dépenses consacrées à l'éducation en 2012³³, la Banque mondiale admet que cette tendance est similaire pour la majorité des pays pour lesquels elle dispose de statistiques entre 2000 et 2013³⁴.

Les **dépenses publiques** imposées à l'éducation - vivier important de l'emploi féminin - augmentent le **chômage** des femmes et **précarise leurs conditions de travail**.

De plus, les **privatisations** ou **fermetures** de structures de la **petite enfance, d'établissements scolaires et parascolaires** non seulement augmentent le **travail gratuit** des femmes qui doivent **assurer la prise en charge des enfants délaissés** par la fonction publique mais augmentent également les **frais liés à leur éducation**, dépenses généralement assurées par les **mères** ou les **femmes de la famille**.

En Europe, de nombreuses manœuvres sont mises en place pour détruire toute **conception publique de l'éducation** :

des écoles primaires sont fermées, des jardins d'enfants publics et gratuits pour les enfants doivent stopper leurs activités au profit de "jardins d'éveil" privés et payants, partout le nombre de crèches publiques est revu à la baisse alors que les besoins sont énormes

au point où, en 2011, en République Tchèque, l'accès à des institutions préscolaires publiques a été refusé à pas moins de 30 000 enfants (!), les frais de garde augmentent sans cesse amenant par exemple des parents vivant à Dublin à devoir payer entre 800 et 1 000€ par mois pour la prise en charge de leur(s) enfant(s) dans des structures d'accueil dont les horaires d'ouvertures sont réduits, en Biélorussie l'enseignement secondaire est devenu payant suite aux coupes budgétaires³⁵, etc.

Dans les **pays du Sud**, la **privatisation de l'enseignement** continue de **restreindre** de manière notable **l'accès des filles à l'école** et dès lors, leur **scolarisation**.

³³ <http://www.europaforum.public.lu/fr/actualites/2014/11/comm-rapport-education/index.html>

³⁴ <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SE.XPD.TOTL.GD.ZS>

³⁵ Sonja Criveli, « Education seen through women's eyes », 23 mars 2015, [http://www.transform-network.net/index.php?id=312&L=0&tx_newstransform_newstransform\[controller\]=Blog&tx_newstransform_newstransform\[action\]=detail&tx_newstransform_newstransform\[newsItem\]=5075&cHash=1f5aa23e49983a4b495038a74d5837a6](http://www.transform-network.net/index.php?id=312&L=0&tx_newstransform_newstransform[controller]=Blog&tx_newstransform_newstransform[action]=detail&tx_newstransform_newstransform[newsItem]=5075&cHash=1f5aa23e49983a4b495038a74d5837a6)

*En **Zambie**, l'imposition des programmes d'ajustement structurel a conduit à une **baisse importante de la scolarisation des filles** et une très forte hausse de la "**prostitution de survie**" qui leur permet de poursuivre leurs études³⁶. En **Europe** également, de plus en plus d'étudiantes **vendent leur corps pour pouvoir étudier**.*

Aujourd'hui encore et toujours de par le monde, **les 2/3 des enfants** qui ne vont pas à l'école sont des **filles** et **l'écart de formation** avec les élèves de sexe masculin, surtout dans les plus grandes classes, continue de se **creuser**.

Ce **défait d'instruction**, synonyme d'exclusion sociale,

- **atténue** fortement les possibilités futures des jeunes filles d'accéder à **l'autonomie économique** et
- aux **informations relatives à leurs droits** ainsi qu'
- aux **procédures** à suivre pour se battre pour leur **application effective**³⁷.

De plus, **l'accès à l'éducation** donne la possibilité aux filles et aux femmes de mieux **contrôler leur santé** notamment **sexuelle et reproductive**

Pourquoi la **privatisation de l'enseignement** poussée à l'extrême dans les pays du Sud s'est faite **quasi exclusivement au détriment** de la scolarisation des filles ?

Pourquoi, face à l'impossibilité d'assurer des **charges scolaires à la fois des garçons et des filles**, la majorité des familles a opéré un **arbitrage favorable** aux premiers ?

Parce que les filles peuvent non seulement

- « **donner un coup de main** » et **décharger leurs mères** d'une partie du travail domestique mais parce qu'elles peuvent
- **travailler à l'extérieur** et donc ramener un **revenu** à la maison.

Surtout, on estime encore majoritairement que les **garçons** ont plus de possibilités de **décrocher un emploi salarié**, pour lequel **des diplômes** leur seront exigés, alors que les **filles** doivent apprendre en toute priorité à **tenir une maison** et à **gérer les affaires du ménage**.

Notons que ces **participations des fillettes** sont pour beaucoup de ménages indispensables à leur **survie**.

³⁶ Kavita Ramdas and Christine Ahn, « *The IMF: Violating Women since 1945* », May 19, 2011, http://www.ips-dc.org/the_imf_violating_women_since_1945/

³⁷ Yvonne Ngoyi, Op. Cit.

L'UNIFEM (le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme) établit des liens clairs entre l'**endettement accru** des pays et la **baisse des taux d'inscription des filles** dans les écoles.

On en arrive à la **4ème et dernière mesure structurelle** des politiques de la que je vous propose d'analyser sous l'angle de leurs impacts pour les femmes : **Le démantèlement de la législation du travail et la désagrégation du droit syndical**

4. Toujours plus de déréglementation pour l'emploi des femmes

Pour les femmes, cette **remise en cause du droit du travail** se solde par un **renforcement** considérable de leur **exploitation**. **Progressivement**, le travail **précaire, flexible et informel** des femmes constitue plus la norme que l'exception.

Ainsi partout sur la planète, au **titre du remboursement de la dette publique**, les femmes **travaillent plus** (cumulent entre autres les mi, tiers, quart temps) pour **gagner moins** !

La déréglementation du marché du travail encouragée par les politiques de la dette a rendu possible l'**introduction dans le secteur formel** de **pratiques** habituellement liées au **secteur informel** et qualifiées de « **modèle féminin** » susceptibles d'augmenter la **compétitivité des entreprises** :

- **flexibilité totale**,
- inexistence de **contrats de travail** et de **protection juridique**,
- travail **atypique**, à temps **partiel** et **fragmenté**, sur **appel**,
- **rémunération** non plus **calculée** selon le **temps de travail** mais « **à la pièce** », à la **production**,
- **salaire inférieur** au **salaire minimum** en vigueur, etc.

La **prolifération des usines en zones franches (maquiladoras)**³⁸ est également l'une des **conséquences** directes de la **dissolution** promue par les IFI et la Troïka de toute **réglementation** régissant le monde du travail.

Dans ces usines, les **législations du travail** sont suspendues ou inexistantes, les conditions s'apparentent à du **semi-esclavage**, le travail y est très **pénible**, très **dangereux** et **faiblement rémunéré**.

³⁸ Usines tournées vers l'exportation (habillement, textile, agroalimentaire, électronique). Elles ne sont que des lieux d'assemblage, la plus grosse partie étant importée et ne font appel ni au marché interne ni aux produits locaux.

Entre **70 et 90 %** des employé-e-s des **zones franches** sont des **femmes**. Elles sont fréquemment victimes de **violences physiques, de harcèlements sexuels ou de viols**, qui ne sont **presque jamais condamnés** par les **États concernés**. Si elles sont monnaie courante dans les pays du Sud, les **maquiladoras** se développent désormais sans entraves dans de **nombreux pays européens**.

*En République Dominicaine, les médecins ont relevés que les femmes travaillant dans les zones franches de **production font deux fois plus de fausses couches** que celles ayant d'autres activités, elles mettent au monde **deux fois plus d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale et trois fois plus d'enfants atteints de malformations**³⁹.*

Afin d'« épargner » de l'argent, certains employeurs **restreignent** lorsqu'elles existent les politiques et initiatives **favorables aux femmes** ou **adoptent carrément des pratiques illégales** comme le **licenciement des femmes enceintes**. Le fait que **l'égalité entre les sexes** n'apparaisse **plus** comme **une priorité pour les gouvernements** accentue bien entendu cette tendance.

*Aux Philippines, le **test de grossesse** est parfois utilisé pour **empêcher les futures mères d'avoir un emploi**. Cette tendance qui était **uniquement observée dans les zones franches d'exportation** est désormais **en augmentation au-delà de ces zones**⁴⁰.*

Bien que les femmes soient depuis toujours confrontées au **risque de perdre leur emploi** lorsqu'elles sont **enceintes** ou après un **congé de maternité**, ce risque est bien plus élevé en période de **récession**.

*Ainsi en Angleterre, la Commission pour l'Égalité des Chances reconnaît qu'alors que **le nombre de licenciements de femmes enceintes est de 30 000 par an (2009)**, ce phénomène va encore s'accroître avec la crise de la dette⁴¹. Cette **conséquence choquante** des politiques de la dette n'est pas **seulement immorale** elle est aussi **illégale**.*

On en arrive progressivement à la conclusion de cet exposé : les politiques de la dette mènent à une usure généralisée des femmes

II.2. Usure généralisée des femmes

Sans cesse, on **encense** les femmes pour leur « **capacité d'adaptation** » alors qu'elles sont en réalité au **bout du rouleau**. On loue leur **ingéniosité et leur capacité à s'« en tirer »** en les teintant même de **romantisme** alors que pour la majorité d'entre elles, il n'y a que : **manque, incertitude, lutte continue pour la survie**.

³⁹ C. WICHTERICH, « La femme mondialisée », Actes Sud, France, 1999, p.71.

⁴⁰ Le monde selon les femmes, « *Fabriqué par des femmes* », p. 62.

⁴¹ H. Philomena, « *Les femmes et la crise de la civilisation* », juillet 2009, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article15254>

La **réduction des revenus** et les **pressions financières intenses** générées par les PAS et l'austérité sont bien souvent la **cause d'un accroissement significatif des violences** envers les femmes :

- Augmentation des **violences intrafamiliales** en partie liées à l'amplification du **stress et des frustrations** hors de la famille.
- Augmentation des **violences sexuelles** liées en partie à la présence accrue des femmes dans le **secteur informel** où elles sont **plus exposées** aux **agressions sexuelles** et aux **violences** que dans le secteur formel, mais surtout **violences consécutives à l'accroissement généralisé de la prostitution des femmes** et des filles.

Elles se prostituent pour payer leurs **frais de scolarité**, pour un **emploi**, pour des **papiers**, etc., ou plus souvent pour des **échanges de plus en plus maigres** : « *de nombreuses jeunes filles et femmes se prostituent dans les restaurants en RDC en échange d'un simple repas* »⁴². A Lusaka, de nombreuses filles se livrent à la prostitution en déclarant que la seule richesse qui leur reste, c'est leur corps.

Bien souvent, le **chemin de ce trafic** est le même que celui du **remboursement de la dette** : du **Sud vers le Nord et de l'Est vers l'Ouest** ! Partout, les **filières mafieuses s'internationalisent** tandis que le **tourisme sexuel se mondialise**.

- **Augmentation de la violence sociétale** (cf. exercées par la société): le **fémicide** se répand de plus en plus sur la planète. De plus, durant les **conflits**, les femmes paient un très **lourd tribut** : viols (expression de la domination de l'autre groupe), meurtres, stérilisations, esclavage sexuel, grossesses forcées, infections délibérées du virus du SIDA, massacres (extermination du groupe), etc. font qu'il existe bien une **violence de genre au service de la violence de guerre**.

La **mouvance conservatrice** gagne du terrain dans les secteurs de la **population** précipités dans la **pauvreté** et dans le **désespoir** par l'austérité généralisée.

Sous prétexte de défendre la **culture** et les **traditions** quand tout s'écroule autour des femmes, les intégristes ajoutent la **servitude religieuse et sociale** à leur **servitude économique**. Et ce, tant dans les pays du Sud qu'au sein des communautés d'« immigré-e-s » au Nord. En Europe, la **progression de l'extrême droite** qui **limite l'identité** des femmes à celles de **mères et/ou d'épouses au foyer** renforce considérablement les **stéréotypes conservateurs et sexistes**.

⁴² Témoignage d'Yvonne Ngoyi, *Op. Cit.*

De plus, la dette, en accroissant **inégalités et insécurités matérielles et affectives**, participe activement à la **déstructuration de la famille** dans les pays qu'elle soumet à l'ajustement⁴³.

De fait, **PAS et austérité** - contraignant toujours davantage d'hommes à migrer pour trouver un travail, à abandonner leur famille ou tout simplement à ne plus pouvoir subvenir aux besoins de leurs enfants - engendrent une forte **augmentation** du nombre de **foyers** dirigés par **des femmes** (en 2014 près d'un tiers du total des ménages dans certains pays en développement⁴⁴). Ces foyers où **le ratio de personnes à charge est très élevé** (nombre de jeunes enfants ou de personnes âgées par adulte productif) comptent parmi les plus **pauvres**.

Laissées pour compte par l'État et ayant **perdus les hommes de leurs familles** par veuvage, migration ou abandon, ces femmes doivent assumer le **fardeau toujours plus lourd** de prendre **soin des enfants** et **d'assurer la survie de leur famille**.

En outre, la dette participe à la **féminisation des migrations**.

En s'exerçant au détriment des familles et des États pauvres, elle jette un nombre sans cesse croissant de **femmes** sur les chemins de **l'exil économique** et de **l'esclavage moderne**. Ces femmes migrent vers les **pays riches** où elles seront **employées** et souvent **exploitées** comme **domestiques, auxiliaires maternelles** ou pire, dans l'industrie du **sexe**.

Griselda Pinero d'ATTAC Espagne témoigne « *Alors qu'elles ont dû laisser leur famille, de nombreuses femmes équatoriennes travaillent dans le secteur des soins aux enfants et aux personnes âgées en Espagne. A nos yeux, il s'agit là d'une « dette de soins » que l'Espagne doit à l'Équateur.*⁴⁵ »

L'accroissement continu des **violences, des pensées conservatrices** et des **migrations forcées** entretenu par les politiques de la dette mène inexorablement à une **dégradation de la santé physique et psychique des femmes**.

=) Usées à **l'extrême**, elles n'ont plus de temps pour **souffler, récupérer, s'occuper** de leur **propre personne** ou encore pour participer aux **affaires publiques**.

Cependant inversons quelque peu la logique :

⁴³ Notons qu'il convient de ne pas idéaliser la famille qui, reflet de la société et boîte de résonance de ses violences, peut très souvent devenir un lieu d'exploitation, de soumission et de violences pour les femmes.

⁴⁴ <http://www.adequations.org/spip.php?article363>

⁴⁵ Griselda Pinero (???) (Campagne Quién Debe a Quién - Espagne), 7^{ème} Séminaire international du CADTM : Contre la dette - pour les droits humains !, Bruxelles, 2007.

Alors que les femmes **supportent les pires conséquences du système dette**, considérons qu'elles n'ont à payer aucune dette de quelque nature soit-elle. En effet sans leur **travail gratuit** de **production**, de **reproduction** et de **soins aux personnes**, comment fonctionneraient nos sociétés ? Elles **péricliteraient tout simplement**. Dès lors, ce sont bien les femmes les **véritables créancières** au niveau national et international. Elles sont titulaires d'une **énorme dette sociale**. Il n'est ainsi pas un euphémisme de déclarer que **l'illégitimité de la dette publique** est encore **plus criante** lorsqu'on est une femme !

- Face à l'ampleur des **attaques** contre les **services publics**, contre la **protection sociale** et toute forme de solidarité qui **participent à leur émancipation** en tant que femmes,
- face à ces PAS et à mesures d'austérité qui **en essayant de les confiner** à nouveau dans la **sphère privée** sont de **véritables courroies de réactivation** d'une **idéologie patriarcale, conservatrice** et complètement **sexiste**,
- face à cette destruction en règle de **leurs droits les plus fondamentaux** et de leur **autonomie économique**,

beaucoup de femmes **refusent cette logique mortifère** et s'engagent dans les **mouvements de lutte contre la dette, contre les Institutions Financières Internationales** et plus largement, **contre le système néolibéral**.

Mais partager avec vous les **mobilisations et alternatives féministes à la dette** serait le **sujet d'un autre exposé** et je m'arrête donc là !